

La pensée économique du colonel Lotfi

Par un heureux hasard, nous avons récemment – vaut mieux tard que jamais – découvert l'ouvrage du colonel Lotfi : *Approche du développement économique futur de l'Algérie*.

«Colonel Lotfi» est le nom de guerre de Benali Boudghène, natif de Tlemcen, qui, avec son épouse, rejoint les rangs de l'ALN en 1955 dans la zone V qu'il finit par commander avant de tomber au champ d'honneur, le 27 mars 1960, à Djebel Béchar.

Dans *Approche du développement économique futur de l'Algérie*, une œuvre de 274 pages^(*), il projette de façon, certes optimiste, mais tout aussi réaliste, les contours de ce que seraient à ses yeux les réalisations majeures de deux premiers plans quinquennaux de l'Algérie indépendante.

Erudition, d'une part, limpidité et précision du langage, d'autre part, contribuent à forger un esprit didactique et visionnaire qui part du sous-développement économique (première partie de l'ouvrage) pour asseoir la perspective d'un «essor rapide et considérable de l'économie» (deuxième partie), avant de recenser les «conditions du succès» de la reconstruction économique tant espérée (troisième et dernière partie).

Le constat est sans appel : «La misère la plus inhumaine (qui règne) dans un pays aussi riche que la Californie» résulte d'une «économie de contrastes» qui met à nu la «fiction aussi creuse que dénuée de sens des réalisations françaises».

«L'économie de contrastes» ou «juxtaposition de deux économies» met en présence une activité qui devra se limiter à «quelques zones déshéritées où il ne restera plus à l'autochtone qu'à disputer âprement et péniblement une lamentable subsistance à d'ingrâtes terres au moyen d'instruments fatalement archaïques», d'une part, et une activité qui disposera «normalement de tous les biens», d'autre part.

La dualité qui caractérise le sous-développement économique de l'Algérie résulte ici d'un pacte colonial qui se révèle d'une extrême cruauté dans le cas de notre pays puisqu'il associera deux formes d'exploitation «indissolublement liées» : le peuplement et la prédominance d'intérêts économiques. La première

expression du pacte colonial se décline en termes de transformation «en toute hâte et par compagnies entières», des soldats de l'agression en paysans mariés tambour battant à des prostituées de Toulon, «débarquées par pleines cargaisons et nanties, en guise de dot, de 200 francs chacune pour faire souche dans le pays». Dans la bouche de Lyautey cet épisode n'a rien de honteux : «On ne bâtit pas un pays avec les pucelles.»

Le pacte colonial se décline, en second lieu, en termes de pillage économique : le nouveau développement agricole favorisera «la pénurie des produits utiles à la consommation locale, au profit d'une production destinée essentiellement à l'exportation» ; une industrie «décadente et orientée vers l'exportation» assurera l'extraction des matières premières présentant une utilité pour l'économie française et donnera lieu à une «exploitation, aussi intensive que désordonnée, de nombreuses mines, vidées notamment dans la partie nord du pays» ; enfin, des dispositions douanières couplées à un «monopole du pavillon» finiront par faire de l'Algérie un marché captif de la France.

Après avoir dressé le bilan de l'œuvre coloniale française en Algérie, Colonel Lotfi développe la possibilité d'un «essor rapide et considérable de l'économie» dans notre pays (deuxième partie).

L'essor envisagé, et circonscrit aux cinq premières années de l'indépendance, doit augmenter la production agricole des deux tiers (150% en dix ans), accroître la production industrielle dans la proportion de 3,5 et relever le niveau de vie de l'ordre du simple au double, tandis qu'une «construction étendue au Maghreb uni permettrait d'atteindre les mêmes résultats dans le même temps».

Trois conséquences sont attachées à cette évolution structurelle : l'accroissement de la production agricole, la diminution de la population rurale et une répartition équitable des terres à la suite de la réforme agraire.

La «modification radicale de la structure de l'économie agricole incitera une partie de la masse rurale à l'émigration vers l'industrialisation et, une autre partie moins importante, vers le secteur tertiaire, ce qui aura pour effet de réduire de moitié les effectifs ruraux en fin de

quinquennat – ceux-ci passeraient de 80 à 40% de la population totale.

La ressource publique demeure ici le moteur de la croissance mais elle n'a aucune connotation idéologique puisque «le plan indien fait appel aux investissements de l'Etat pour une part qui dépasse 60%, bien que l'économie n'ait pris une orientation prononcée ni vers l'Est ni vers l'Ouest».

Quelles sont les conditions de succès pour tant d'entreprises ambitieuses ? C'est l'objet de la troisième et dernière partie de l'ouvrage.

Ces conditions sont d'autant plus difficiles à réunir qu'elles visent à rompre une dépendance extérieure séculaire d'autant plus contraignante qu'elle est de nature économique et à restaurer une autonomie de décision qui n'est pas négociable aux yeux de l'auteur.

Pour y parvenir, il faut au préalable réussir une «purge de l'hypothèque économique». Par hypothèque ou «servitudes», Colonel Lotfi entend l'orientation structurelle dommageable de l'économie algérienne vers l'économie française et son entière subordination à elle, qu'elle relève de la zone franc (qualifiée de «formule la plus pernicieuse de la permanence du colonialisme agonisant») ou d'autres intérêts économiques et financiers.

On méditera enfin le nécessaire «l'accompagnement démocratique» du redressement économique envisagé.

Lopin de tout dogmatisme, il ne cache pas son engagement pour «une juste et non moins indispensable réforme agraire» qui «apportera à la paysannerie la propriété perdue».

Cet engagement ne relève donc pas de pré-supposés idéologiques : «La réforme agraire sera pour nous un acte de justice. Elle permettra au peuple algérien de récupérer les terres qui lui ont été ravies et de les redistribuer immédiatement aux victimes des plus grandes expropriations de l'histoire.

Elle est encore rendue nécessaire par la situation du paysan algérien ; elle est enfin urgente parce qu'elle est la condition sine qua non du relèvement de son niveau de vie.»

Par ailleurs, à «l'inégalité poussée à son paroxysme» succédera «une politique consciente de redistribution égalitaire des revenus». Cependant, «il ne s'agira pas d'une assis-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

tance, mais d'un droit à la sécurité qui sera donné à tous les citoyens».

L'assistanat, quoi que de mode dans de larges secteurs de la révolution, ne s'accommode pas ici avec «une politique sociale rationnelle».

Néanmoins, un attachement maladié aux choix souverains du peuple émaille son programme économique. Ainsi, est-il rappelé que la planification intégrale est «impossible à réaliser dans un régime où la propriété ne disparaîtra pas, à moins que le peuple algérien n'en décide autrement».

Ou encore que, «quel que soit le choix que l'Algérie fera dans le contexte de l'indépendance, plan de l'économie libérale ou planification des pays socialistes», «l'orientation de l'Algérie de demain est l'affaire du peuple algérien qui aura lui-même à en décider en toute liberté».

L'Algérie «indépendante, féconde et industrielle» dont rêve Lotfi reste ainsi tributaire de l'action méthodique de ses forces vives les plus saines, maîtresses de leur avenir, libres de leurs choix.

A. B.

(*) *Approche du développement économique futur de l'Algérie* par le colonel Lotfi, édition spéciale, ministère des Moudjahidine, Alger 2009.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Il y a des WC plus propres que certains salons !

Libye. Les rebelles aux portes de Tripoli. Et ils attendent quoi pour les franchir, ces maudites portes ? Qu'on leur fournisse aussi les...

... clés ?

«Celui qui vit dans un pays musulman et qui ne respecte pas ses valeurs est comparable à une personne qui fait ses besoins publiquement. C'est une position nauséabonde.» Cette sentence fleurant bon le Sanibon contrefait, nous la devons au ministre des Affaires religieuses qui répondait ainsi à une question de journalistes sur le dernier livre de Mohamed Benchicou, *Le mensonge de Dieu*. D'abord un ou deux messages personnels au ministre des cultes : il y a des toilettes plus propres que certains salons. Et si Benchicou écrit comme il urine, les WC de Mohamed devraient être classés «Monument littéraire». Voilà pour rester dans le même registre scato, pipi-caca, un référent que le commis chargé par l'Etat de gérer notre rapport à Dieu semble comprendre plus facilement que la littérature, les livres et la poésie des phrases. Deuxième message personnel à l'attention du spécialiste ès vespasiennes : quand, durant son mandat à la tête d'un tel ministère, on a eu autant de morts lors des campagnes successives du Hadj, on devrait moins la ramener sur la littérature, sur les écrivains et sur le talent. A la place, on aurait dû démissionner depuis belle lurette. Fin des messages perso, début des textos à plus large diffusion. Le plus réconfortant dans cette déclaration Ajax WC de Ghoulamallah, c'est qu'elle confirme au moins une chose que je m'échine à répéter et à asséner ici même depuis des années : il n'y a pas d'islamisme soft et d'islamisme hard ! Il n'y a pas d'islamisme en costume cravate et d'islamisme en treillis et gilet de combat. Il y a l'intégrisme. Comme matrice à toutes ces variantes, ces variables d'une même idéologie, celle

de l'hégémonie de l'homme sur l'homme. Et quitte à me répéter, encore et encore, les islamistes en costume, les barbus light, les ministres du culte qui traduiraient – paraît-il – une approche de l'islam autre que celle fabriquée dans les maquis sont ceux-là mêmes qui, dès le franchissement des derniers remparts de la république par les hordes de la montagne, dès les premiers signes de l'effondrement des institutions, vous désigneront à l'égorgeur, dessineront de nuit la croix sur la porte de votre domicile afin de faciliter le boulot aux bourreaux. C'est parce qu'il existe cette engeance de l'islamisme BCBG, c'est parce que le leurre d'un islam politique inoffensif est encore et plus que jamais tentant qu'un jour, un jour maudit pour mon pays, Ali Benhadj a pu pénétrer en tenue militaire au siège du ministère de la Défense et y être reçu en grande pompe par un général fringué en civil. En ce sens, la sentence prononcée par Ghoulamallah à l'encontre de Benchicou est aussi et avant tout une fatwa. Elle désigne où doivent être exécutés l'auteur et son œuvre. Elle campe et plante le décor de la mise à mort : «Ces pages et cet homme ne méritent que le caniveau et les toilettes.» Là encore, nous sommes dans le processus. Celui d'une Sûreté urbaine explosée par un kamikaze à Tizi. Celui d'un congrès du FIS en préparation avancée. Et celui d'une contrée sur laquelle est étendu à la vitesse grand V un immense voile noir surmonté d'un étendard vert. J'exagère ? C'est exactement ce que disaient les âmes bien-pensantes en voyant le général en civil avaler goulûment la logorrhée du gnome en treillis. Elles trouvaient exagéré d'accorder plus d'attention qu'il n'en fallait à cet «incident protocolaire». Des années après, nous payons encore l'arriéré de ces «erreurs majeures de casting». Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



CHARIOT ELEVATEUR DIESEL 7 Tonnes
Moteur ISUZU - Déplacement latéral - Capacité nominale 7000 Kg

~~4.900.000 DA/TTC~~
4.700.000 DA/ TTC
Soit une remise de **200.000 DA**
Offre valable dans la limite des stocks disponibles

2 ANS ou 4000 heures DE GARANTIE



Alger. 114 Route du Cap, Bordj
ElKiffan. Tél : 021 21 36 15/21/26 -
Mob: 0770 31 48 89 - Fax: 021 21
36 37
Oran. Zone de dépôt El Kerma
Es.Senia. Tél: 0770 53 86 43.